

OPINION INDIVIDUELLE DE M. ALVAREZ

I

Le Royaume-Uni a adressé à la Cour internationale de Justice une requête dans laquelle il conteste la validité du décret norvégien du 12 juillet 1935 délimitant les zones de pêche de la Norvège sur une partie de son littoral. Il estime que cette délimitation, ainsi faite, est contraire aux préceptes du droit international et il demande à la Cour de dire quels sont les principes de ce droit applicables pour définir les lignes de base par rapport auxquelles le Gouvernement norvégien est fondé à délimiter ses zones de pêche.

Au cours des débats, le Gouvernement du Royaume-Uni a présenté de nouvelles conclusions, notamment de caractère juridique, et a demandé à la Cour de se prononcer aussi à leur égard.

Dans son contre-mémoire, ainsi que dans sa duplique et ses plaidoiries, la Norvège a soutenu que la délimitation de ses zones de pêche contenue dans son décret de 1935 n'était pas en opposition avec les préceptes du droit international et qu'en tout cas elle correspondait aux droits historiques qu'elle possède depuis très longtemps et qu'elle a indiqués.

Le litige actuel présente un grand intérêt non seulement pour les Parties en cause mais aussi pour tous les autres États.

L'attorney général du Royaume-Uni, au début de sa plaidoirie devant la Cour, a dit : « Il est notoire que cette affaire présente non seulement une grande importance pour le Royaume-Uni et pour la Norvège, mais encore que la décision que rendra la Cour en la matière sera, elle aussi, de la plus grande importance pour le monde en général, en tant que précédent, étant donné que la décision de la Cour, en l'espèce, contiendra nécessairement des déclarations importantes quant aux règles du droit international qui ont trait aux eaux côtières. Le fait que tant de gouvernements ont demandé communication de nos pièces écrites dans la présente affaire démontre que telle est bien l'opinion générale.... »

II

Dans l'examen du litige actuel, je me propose de suivre une méthode autre que celle qu'on emploie habituellement, surtout en ce qui concerne le droit. Elle consiste à dégager et retenir les faits principaux, puis à considérer les points de droit qui dominent l'ensemble du litige et, enfin, ceux qui se rapportent à chaque question importante.

INDIVIDUAL OPINION OF JUDGE ALVAREZ

[*Translation*]

I

The United Kingdom has filed with the International Court of Justice an Application in which it challenges the validity of the Norwegian Decree of July 12th, 1935, which delimited the Norwegian fishery zones off a part of the Norwegian coast. It considers that the delimitation so effected is contrary to the precepts of international law and asks the Court to state the principles of international law applicable for defining the base-lines by reference to which the Norwegian Government is entitled to delimit its fisheries zones.

In the course of the oral proceedings, the United Kingdom Government submitted certain new conclusions, particularly on questions of law, and asked the Court to adjudicate upon these also.

In her Counter-Memorial and Rejoinder, and in her arguments in Court, Norway contended that the delimitation of these fisheries zones established in the 1935 Decree was not in conflict with the precepts of international law and that it corresponded, in any event, to historic rights long possessed by her and which she indicated.

The present litigation is of great importance, not only to the Parties to the case, but also to all other States.

At the beginning of his address to the Court, the Attorney-General said: "It is common ground that this case is not only a very important one to the United Kingdom and to Norway, but that the decision of the Court on it will be of the very greatest importance to the world generally as a precedent, since the Court's decision in this case must contain important pronouncements concerning the rules of international law relating to coastal waters. The fact that so many governments have asked for copies of our Pleadings in this case is evidence that this is the general view."

II

In considering the present case, I propose to follow a method different from that which is customarily adopted, particularly with regard to the law. It consists of bringing to light and retaining the principal facts, then of considering the points of law dominating the whole case and, finally, those which relate to each important question.

L'application de cette méthode pourra paraître, à première vue, d'un aspect plutôt doctrinaire ; mais elle a un caractère essentiellement pratique, puisqu'elle est destinée à faire ressortir directement les réponses à donner aux questions soumises à la Cour.

D'autre part, cette méthode est nécessaire en raison de la double mission qu'a la Cour actuellement : résoudre les cas qui lui sont soumis et développer le droit des gens.

On dit couramment que la Cour actuelle est la continuation de la précédente et que, par suite, elle doit suivre les procédés et la jurisprudence de celle-ci. Cela n'est exact qu'en partie, car pendant l'intervalle qui s'est écoulé entre le fonctionnement de l'une et de l'autre Cours s'est produit une guerre mondiale qui a entraîné des changements rapides et profonds dans la vie internationale et affecté considérablement le droit des gens.

Ces changements ont accentué l'importance de la seconde mission de la Cour. En effet, il arrive aujourd'hui plus fréquemment qu'autrefois que, dans une matière donnée, on ne trouve pas de préceptes applicables ou que ceux existant présentent des lacunes ou qu'ils apparaissent désuets, c'est-à-dire ne correspondent pas aux nouvelles conditions de la vie des peuples. Dans tous ces cas, la Cour doit *développer* le droit des gens, c'est-à-dire remédier à ses insuffisances, adapter les principes existants à ces nouvelles conditions et même, s'il n'existe pas de principes, en créer conformément auxdites conditions. La Cour a déjà procédé avec grand succès à cette création du droit dans un cas qui restera célèbre dans la jurisprudence internationale (avis consultatif du 11 avril 1949 sur la « Réparation des dommages subis au service des Nations Unies »). Dans l'affaire actuelle, la Cour pourra exercer efficacement cette même mission.

L'adaptation du droit des gens aux nouvelles conditions de la vie internationale, indispensable aujourd'hui, est tout autre chose que le « restatement » que préconisent les juristes anglo-saxons pour mettre un terme à la crise du droit international et qui consiste seulement à préciser le droit tel qu'il a été établi et appliqué jusqu'ici, sans trop se préoccuper des changements qu'il a pu subir récemment ou qu'il devrait subir à l'avenir.

III

Je ne m'attarderai pas à l'examen détaillé des faits allégués par les Parties ni à celui des preuves qu'elles ont fournies pour justifier leurs prétentions, car la sentence de la Cour les considère longuement. Dans les pages suivantes, je m'attacherai seulement aux points de droit que soulève la présente affaire.

Pendant des siècles, par suite de l'immensité de la mer et du petit nombre de rapports entre les États, l'usage de la mer n'a pas été réglementé ; chaque État pouvait l'utiliser à son gré.

The application of this method may, at first sight, appear to be somewhat academic; but it is essentially practical, since it has as its object the furnishing of direct answers to be given on the questions submitted to the Court.

Moreover, this method is called for by reason of the double task which the Court now has: the resolution of cases submitted to it and the development of the law of nations.

It is commonly stated that the present Court is a continuation of the former Court and that consequently it must follow the methods and the jurisprudence of that Court. This is only partly true, for in the interval which elapsed between the operations of the Courts, a World War occurred which involved rapid and profound changes in international life and greatly affected the law of nations.

These changes have underlined the importance of the Court's second function. For it now happens with greater frequency than formerly that, on a given topic, no applicable precepts are to be found, or that those which do exist present lacunae or appear to be obsolete, that is to say, they no longer correspond to the new conditions of the life of peoples. In all such cases, the Court must *develop* the law of nations, that is to say, it must remedy its shortcomings, adapt existing principles to these new conditions and, even if no principles exist, create principles in conformity with such conditions. The Court has already very successfully undertaken the creation of law in a case which will remain famous in the annals of international law (Advisory Opinion of April 11th, 1949, on "Reparation for injuries suffered in the service of the United Nations"). The Court, in this case, can effectively discharge the same task.

The adaptation of the law of nations to the new conditions of international life, which is to-day necessary, is something quite different from the "Restatement" advocated by Anglo-Saxon jurists as a means of ending the crisis in international law, which consists merely of stating the law as it has been established and applied up to the present, without being too much concerned with any changes that it may recently have undergone or which it may undergo in the future.

III

I shall not dwell on a detailed examination of the facts alleged by the Parties nor upon the evidence submitted by the Parties in support of their contentions, because the Judgment of the Court deals with them at length. In the following pages I shall concentrate only on the questions of law raised by the present case.

For centuries, because of the vastness of the sea and the limited relations between States, the use of the sea was subject to no rules; every State could use it as it pleased.

Depuis la fin du XVIII^{me} siècle, les publicistes ont proclamé et le droit des gens a reconnu comme nécessaire aux États l'exercice de leur souveraineté sur une partie de la mer bordant leur littoral. L'étendue de cette mer dite territoriale a été d'abord fixée à la portée du canon d'alors, puis à trois milles marins. Cette matière relevait, en réalité, de la législation de chaque pays. Plusieurs de ceux de l'Amérique latine ont établi des dispositions à cet égard dans leurs codes civils.

En raison de l'importance croissante de cette matière de la mer territoriale, une conférence mondiale s'est tenue à La Haye en 1930 en vue de régler certaines de ses parties, ainsi que deux autres sujets. Cette conférence, sur laquelle on avait fondé tant d'espoirs, n'a établi aucun précepte relatif à la mer territoriale. Elle a rendu manifeste qu'il n'existait pas de réglementation bien définie à cet égard, qu'il y avait seulement quelques conventions entre certains États, des orientations ainsi que certains usages et pratiques.

On a prétendu, au cours des débats, que dans cette conférence un grand nombre d'États avaient admis la fixation de l'étendue de la mer territoriale à trois milles marins ainsi que la manière de compter cette étendue ; et cette affirmation a été contestée. Il n'y a pas lieu de s'attarder sur ce point, car, en réalité, la conférence n'a adopté, comme il vient d'être dit, aucune disposition à cet égard. En outre, les conditions de la vie internationale ont considérablement changé depuis lors ; il est probable, par suite, que les États qui en 1930 acceptaient l'étendue de trois milles marins ne l'admettraient pas aujourd'hui.

IV

Dans ces conditions, quelle attitude doit adopter la Cour pour résoudre le différend actuel ?

Les Parties, dans leurs écritures et dans leurs plaidoiries, ont mis en avant diverses doctrines, ainsi que des systèmes, des pratiques et même des règles qu'elles considéraient comme faisant partie du droit international. La Cour a cru devoir les prendre en considération. Avec ces discussions a commencé, à mon avis, une grave déviation dans l'appréciation du litige.

D'après une doctrine uniforme, les tribunaux judiciaires internationaux, en l'absence de principes conventionnels ou coutumiers sur une matière donnée, doivent appliquer les *principes généraux du droit*. L'article 38 du Statut de la Cour consacre expressément cette doctrine.

Il faut remarquer, à cet égard, que l'arbitrage international entre maintenant dans une nouvelle phase. Il ne suffit pas de mettre en relief les principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées ; il faut, en outre, tenir compte, comme je l'ai

From the end of the 18th century, publicists proclaimed, and the law of nations recognized as necessary for States, the exercise of sovereign powers by States over an area of the sea bordering their shores. The extent of this sea area, which was known as the territorial sea, was first fixed at the range of the contemporary cannon, and later at 3 sea miles. The question indeed was one for the domestic law of each country. Several of the countries of Latin America incorporated provisions relating to this question in their civil codes.

As the result of the growing importance of the question of the territorial sea, a World Conference was convened at The Hague in 1930 for the purpose of providing rules governing certain of its aspects and to deal with two other matters. This Conference, in which such great hopes had been reposed, did not establish any precept relating to the territorial sea. It made it clear that no well-defined rules existed on this subject, that there were merely a number of conventions between certain States, certain trends and certain usages and practices.

It was contended at the hearings that a great number of States at this Conference had accepted the extent of the territorial sea as being fixed at three sea miles, and had also accepted as established the means of reckoning this breadth ; and this assertion was challenged. It is unnecessary to dwell long on this point for, in fact, the Conference, as has been said, did not adopt any provision on the question. Moreover, the conditions of international life have considerably changed since that time ; it is therefore probable that the States which in 1930 accepted a breadth of three sea miles would not accept it to-day.

IV

What should be the position adopted by the Court, in these circumstances, to resolve the present dispute ?

The Parties, in their Pleadings and in their Oral Arguments, have advanced a number of theories, as well as systems, practices and, indeed, rules which they regarded as constituting international law. The Court thought that it was necessary to take them into consideration. These arguments, in my opinion, marked the beginning of a serious distortion of the case.

In accordance with uniformly accepted doctrine, international judicial tribunals must, in the absence of principles provided by conventions, or of customary principles on a given question, apply the *general principles of law*. This doctrine is expressly confirmed in Article 38 of the Statute of the Court.

It should be observed in this connection that international arbitration is now entering a new phase. It is not enough to stress the general principles of law recognized by civilized nations ; regard must also be had, as I have said, to the modifications which these

dit précédemment, des modifications que ces principes ont pu subir par suite des grands changements survenus dans la vie internationale, en les *adaptant* aux nouvelles conditions de cette vie ; il faut même, s'il n'existe pas de principes dans une matière donnée, en *créer* conformément auxdites conditions.

La prise en considération de ces principes généraux et leur adaptation sont d'autant plus nécessaires dans l'affaire actuelle que le Royaume-Uni a demandé à la Cour de déclarer que le décret norvégien de 1935 est contraire aux principes du droit international actuellement en vigueur.

V

Quels sont les principes du droit international que la Cour doit dégager et adapter, au besoin ? Et quels sont les principes qu'elle doit, en réalité, créer ?

Il convient, d'abord, de remarquer qu'on parle fréquemment des *principes* du droit des gens, dans des conventions et dans certaines sentences de la Cour permanente de Justice internationale, mais sans dire quels sont ces principes et où ils se trouvent.

Il est donc nécessaire d'apporter quelques précisions à cet égard.

En premier lieu, bien des principes, notamment les grands principes, naissent de la conscience juridique des peuples (facteur psychologique). Cette conscience est le résultat de la vie sociale et internationale ; les nécessités de ces vies font naître naturellement certaines normes jugées nécessaires pour régir la conduite des États entre eux.

En raison du dynamisme actuel de la vie des peuples, il y a une création continue de principes du droit des gens, et ils subissent des modifications plus ou moins rapides à la suite des grands changements qui se produisent dans cette vie.

Pour que les principes de droit qui naissent de la conscience juridique des peuples aient de la valeur, il est nécessaire qu'ils aient une manifestation tangible, c'est-à-dire soient exprimés par des organes autorisés.

Jusqu'à présent, cette conscience juridique des peuples se manifestait par les conventions, les coutumes et par les opinions de juristes qualifiés.

Or, de grands changements sont survenus à cet égard. Les *conventions* restent encore une forme d'expression très importante de la conscience juridique des peuples, mais elles n'établissent généralement que des principes nouveaux, telle la convention sur le génocide. D'autre part, les *coutumes* tendent à disparaître en raison des modifications rapides de la vie internationale contemporaine ; et un nouveau cas bien affirmé suffit pour rendre désuète une coutume séculaire. Le droit coutumier, dont il a été tant parlé

principles may have undergone as a result of the great changes which have occurred in international life, and the principles must be *adapted* to the new conditions of international life ; indeed, if no principles exist covering a given question, principles must be *created* to conform to those conditions.

The taking into consideration of these general principles, and their adaptation, are all the more necessary in the present case, since the United Kingdom has asked the Court to declare that the Norwegian Decree of 1935 is contrary to the principles of international law now in force.

V

What are the principles of international law which the Court must have recourse to and, if necessary, adapt ? And what are the principles which it must in reality create ?

It should, in the first place, be observed that frequent reference is made to the *principles* of the law of nations, in conventions and in certain of the Judgments of the Permanent Court of International Justice, but it is not said what those principles are nor where they may be found.

Some clarification is therefore necessary on this point.

In the first place, many of the principles, particularly the great principles, have their origin in the legal conscience of peoples (the psychological factor). This conscience results from social and international life ; the requirements of this social and international life naturally give rise to certain norms considered necessary to govern the conduct of States *inter se*.

As a result of the present dynamic character of the life of peoples, the principles of the law of nations are continually being created, and they undergo more or less rapid modification as a result of the great changes occurring in that life.

For the principles of law resulting from the juridical conscience of peoples to have any value, they must have a tangible manifestation, that is to say, they must be expressed by authorized bodies.

Up to the present, this juridical conscience of peoples has been reflected in conventions, customs and the opinions of qualified jurists.

But profound changes have occurred in this connection. *Conventions* continue to be a very important form for the expression of the juridical conscience of peoples, but they generally lay down only new principles, as was the case with the Convention on genocide. On the other hand, *customs* tend to disappear as the result of the rapid changes of modern international life ; and a new case strongly stated may be sufficient to render obsolete an ancient custom. Customary law, to which such frequent reference is made in the

au cours des débats, ne doit donc être accueilli qu'avec prudence.

Aujourd'hui, les moyens par lesquels s'exprime la conscience juridique des peuples sont, en outre, les résolutions des Assemblées diplomatiques, notamment de celles de l'O. N. U., et surtout les décisions de la Cour internationale de Justice. Il faut indiquer aussi les législations récentes de certains pays, les résolutions des grandes associations vouées à l'étude du droit des gens, les travaux de la Commission de Codification créée par l'O. N. U., enfin, l'opinion des juristes qualifiés.

Voilà les éléments nouveaux sur lesquels va se fonder le droit international nouveau encore en voie de formation. Ce droit aura, par suite, un caractère bien différent de celui du droit international traditionnel ou classique qui a dominé jusqu'à aujourd'hui.

VI

Voyons maintenant les éléments à l'aide desquels il faut adapter aux conditions actuelles de la vie internationale les principes généraux dégagés, ainsi que créer des principes, si c'est nécessaire.

Le point de départ est qu'au régime traditionnel *individualiste* qui a été jusqu'ici à la base de la vie sociale, se substitue de plus en plus le nouveau régime dit d'*interdépendance* et que, par suite, à l'ancien droit individualiste succède le *droit d'interdépendance sociale*.

Les caractéristiques de ce droit, pour ce qui concerne le droit international, peuvent se ramener aux suivantes :

a) Ce droit régit non pas une simple *communauté* d'États mais une *société* internationale organisée.

b) Il n'est pas exclusivement juridique ; il a aussi un aspect politique, économique, social, psychologique, etc. De ce fait, la distinction traditionnelle entre le *juridique* et le *politique*, ainsi que celle entre le domaine du droit et celui de la politique, se trouvent aujourd'hui profondément modifiées.

c) Il s'attache non seulement à délimiter les droits des États mais aussi à les harmoniser.

d) Il prend spécialement en considération l'intérêt général.

e) Il prend en considération, aussi, dans chaque matière tous les aspects qu'elle présente.

f) Il établit, à côté des droits, des obligations envers la société internationale ; et parfois les États ne peuvent exercer certains droits que s'ils remplissent les obligations corrélatives. (Titre V de la « Déclaration des grands principes du Droit international moderne » approuvée par trois grandes associations vouées à l'étude du droit des gens.)

g) Il condamne l'abus du droit.

course of the arguments, should therefore be accepted only with prudence.

The further means by which the juridical conscience of peoples may be expressed at the present time are the resolutions of diplomatic assemblies, particularly those of the United Nations and especially the decisions of the International Court of Justice. Reference must also be made to the recent legislation of certain countries, the resolutions of the great associations devoted to the study of the law of nations, the works of the Codification Commission set up by the United Nations, and finally, the opinions of qualified jurists.

These are the new elements on which the new international law, still in the process of formation, will be founded. This law will, consequently, have a character entirely different from that of traditional or classical international law, which has prevailed to the present time.

VI

Let us now consider the elements by means of which the general principles brought to light are to be adapted to the existing conditions of international life and by means of which new principles are, if necessary, to be created.

The starting point is the fact that, for the traditional *individualistic* régime on which social life has hitherto been founded, there is being substituted more and more a new régime, a régime of *interdependence*, and that, consequently, the *law of social interdependence* is taking the place of the old individualistic law.

The characteristics of this law, so far as international law is concerned, may be stated as follows :

(a) This law governs not merely a *community* of States, but an organized international *society*.

(b) It is not exclusively juridical ; it has also aspects which are political, economic, social, psychological, etc. It follows that the traditional distinction between *legal* and *political* questions, and between the domain of law and the domain of politics is considerably modified at the present time.

(c) It is concerned not only with the delimitation of the rights of States but also with *harmonizing* them.

(d) It particularly takes into account the general interest.

(e) It also takes into account all possible aspects of every case.

(f) It lays down, besides rights, obligations towards international society ; and sometimes States are entitled to exercise certain rights only if they have complied with the correlative duties. (Title V of the "Declaration of the Great Principles of Modern International Law" approved by three great associations devoted to the study of the law of nations.)

(g) It condemns *abus de droit*.

h) Il se plie aux nécessités de la vie internationale et évolue avec elle.

Quels sont les principes que, conformément aux données précédentes, la Cour doit dégager, adapter si c'est nécessaire, ou même créer, en ce qui concerne le domaine maritime, notamment la mer territoriale ?

Ils peuvent se ramener aux suivants :

1° Étant donné la grande diversité des conditions géographiques et économiques des États, il ne faut pas établir une réglementation uniforme pour tous en ce qui concerne l'étendue de la mer territoriale et la manière de la compter.

2° Chaque État peut donc fixer l'étendue de sa mer territoriale et la manière de la compter, à condition de le faire d'une façon raisonnable, de pouvoir surveiller ladite zone, d'y remplir les obligations que le droit international lui impose, de ne pas violer les droits acquis des autres États, de ne pas nuire à l'intérêt général et de ne pas commettre d'abus du droit.

En fixant cette étendue, l'État doit indiquer les motifs d'ordre géographique, économique, etc., qui la justifient.

Avec ce principe, au cas de controverses entre États, il n'y a plus à discuter des questions de lignes de base, de lignes droites, d'ouverture de dix milles marins pour les baies, etc., comme on l'a fait dans la présente affaire.

De même, si un État fixe une trop grande étendue de mer territoriale par rapport à son territoire terrestre et aux besoins de sa population, ou si les lignes de base qu'il indique apparaissent arbitraires, il y a un abus du droit.

3° Les États ont sur leur mer territoriale certains droits, notamment celui de pêche ; mais ils ont aussi certaines obligations, notamment celle de surveiller leurs côtes, de faciliter la navigation par l'installation de phares, par le dragage de certaines parties de la mer, etc.

4° Les États peuvent modifier l'étendue de mer territoriale qu'ils ont fixée, s'ils indiquent des motifs suffisants pour justifier cette modification.

5° Les États peuvent fixer, au delà de leur mer territoriale, une étendue plus ou moins grande sur laquelle ils se réservent d'exercer certains droits : de douane, de police, etc.

6° Les droits indiqués précédemment ont une très grande valeur s'ils sont établis par un groupe d'États et surtout par les États d'un continent.

Les pays de l'Amérique latine, individuellement ou collectivement, ont fixé de grandes étendues de leurs eaux côtières dans des buts déterminés : maintien de leur neutralité, services douaniers, etc., et dernièrement, pour l'exploitation des richesses de leur plateau continental.

(h) It adapts itself to the needs of international life and develops side by side with it.

What are the principles which, in accordance with the foregoing, the Court must bring to light, adapt if necessary, or even create, with regard to the maritime domain and, in particular, the territorial sea?

They may be stated as follows :

1. Having regard to the great variety of the geographical and economic conditions of States, it is not possible to lay down uniform rules, applicable to all, governing the extent of the territorial sea and the way in which it is to be reckoned.

2. Each State may therefore determine the extent of its territorial sea and the way in which it is to be reckoned, provided it does so in a reasonable manner, that it is capable of exercising supervision over the zone in question and of carrying out the duties imposed by international law, that it does not infringe rights acquired by other States, that it does no harm to general interests and does not constitute an *abus de droit*.

In fixing the breadth of its territorial sea, the State must indicate the reasons, geographic, economic, etc., which provide the justification therefor.

In the light of this principle, it is no longer necessary to debate questions of base-lines, straight lines, closing lines of ten sea miles for bays, etc., as has been done in this case.

Similarly, if a State adopts too great a breadth for its territorial sea, having regard to its land territory and to the needs of its population, or if the base-lines which it indicates appear to be arbitrarily selected, that will constitute an *abus de droit*.

3. States have certain rights over their territorial sea, particularly rights to the fisheries; but they also have certain duties, particularly those of exercising supervision off their coasts, of facilitating navigation by the construction of lighthouses, by the dredging of certain areas of sea, etc.

4. States may alter the extent of the territorial sea which they have fixed, provided that they furnish adequate grounds to justify the change.

5. States may fix a greater or lesser area beyond their territorial sea over which they may reserve for themselves certain rights: customs, police rights, etc.

6. The rights indicated above are of great weight if established by a group of States, and especially by all the States of a continent.

The countries of Latin America have, individually or collectively, reserved wide areas of their coastal waters for specific purposes: the maintenance of neutrality, customs' services, etc., and, lastly, for the exploitation of the wealth of the continental shelf.

7° Tout État directement intéressé peut s'opposer à la fixation par un autre État de l'étendue de sa mer territoriale ainsi que de celle située au delà de celle-ci s'il allègue la violation des conditions indiquées plus haut pour cette fixation. Les différends résultant de telles oppositions doivent être tranchés conformément aux prescriptions de la Charte des Nations Unies.

8° Pour ce qui concerne les grandes baies ainsi que les grands détroits, il ne doit pas y avoir, non plus, une réglementation uniforme. La condition internationale de chaque grande baie et de chaque grand détroit doit être établie par les États côtiers directement intéressés, en tenant compte de l'intérêt général. Il doit en être ici comme pour les grands fleuves internationaux : chacun d'eux doit avoir sa réglementation particulière.

A la conférence qui a eu lieu à Barcelone en 1921 sur les voies fluviales de communication, j'ai soutenu qu'il était impossible d'élaborer une réglementation générale uniforme pour tous les fleuves internationaux, étant donné la grande diversité des conditions de tous ordres qui existent entre eux ; et cette idée fut acceptée.

Bref, en matière de voie maritime et de voie fluviale, il ne faut pas songer à établir une réglementation uniforme ; elle doit être d'accord avec les réalités de la vie internationale. A l'uniformité de réglementation il faut substituer la diversité ; mais l'intérêt général doit toujours être pris en considération.

9° Un principe qu'il faut considérer spécialement est celui relatif à la prescription. Ce principe, sous le nom de *droit historique*, a été longuement évoqué au cours des débats.

En droit international, la prescription a un caractère tout autre qu'en droit privé. En raison du rôle important de la force matérielle dans la formation des États, il n'y a pas de prescription en ce qui concerne le statut territorial de ceux-ci. La carte politique de l'Europe a changé constamment au cours du XIX^{me} et du XX^{me} siècle ; elle est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était à la veille de la Grande Guerre, sans que la prescription ait pu être invoquée.

Pendant, dans certains cas, la prescription joue en droit international et elle revêt des caractéristiques importantes. Elle est admise, notamment, pour l'acquisition et l'exercice de certains droits.

A l'appui de la valeur de la prescription dans de tels cas, il faut mentionner deux travaux scientifiques très importants et qui consacrent l'opinion collective des juristes.

C'est d'abord la « Déclaration des grands principes du droit international moderne » qui établit dans son article 20 : « Aucun État n'a le droit de s'opposer, au nom de son intérêt particulier, à la réglementation juridique d'une matière d'intérêt commun. »

7. Any State directly concerned may raise an objection to another State's decision as to the extent of its territorial sea or of the area beyond it, if it alleges that the conditions set out above for the determination of these areas have been violated. Disputes arising out of such objections must be resolved in accordance with the provisions of the Charter of the United Nations.

8. Similarly, for the great bays and straits, there can be no uniform rules. The international status of every great bay and strait must be determined by the coastal States directly concerned, having regard to the general interest. The position here must be the same as in the case of the great international rivers: each case must be subject to its own special rules.

At the Conference held in Barcelona in 1921 on navigable waterways, I maintained that it was impossible to lay down general and uniform rules for all international rivers, in view of the great variety of conditions of all sorts obtaining among them; and this point of view was accepted.

In short, in the case of maritime and river routes, it is not possible to contemplate the laying down of uniform rules; the rules must accord with the realities of international life. In place of uniformity of rules it is necessary to have variety; but the general interest must always be taken into account.

9. A principle which must receive special consideration is that relating to prescription. This principle, under the name of *historic rights*, was discussed at length in the course of the hearings.

The concept of prescription in international law is quite different from that which it has in domestic law. As a result of the important part played by force in the formation of States, there is no prescription with regard to their territorial status. The political map of Europe underwent numerous changes in the course of the 19th and 20th centuries; it is to-day very different from what it was before the Great War, without any application of the principle of prescription.

Nevertheless, in some instances, prescription plays a part in international law and it has certain important features. It is recognized, in particular, in the case of the acquisition and the exercise of certain rights.

In support of the effect of prescription in such cases, two very important learned works should be mentioned, which adopt the collective opinion of jurists.

The first of these is the "Declaration of the Great Principles of Modern International Law" which provides, in Article 20: "No State is entitled to oppose, in its own interests, the making of rules on a question of general interest.

« Quand, cependant, il exerce des droits spéciaux depuis un certain temps, il doit lui en être tenu compte dans la réglementation. »

L'autre travail scientifique est le « Projet de réglementation relatif à la mer territoriale en temps de paix » voté par l'Institut de droit international dans sa session de Stockholm en 1928. L'article 2 dudit projet établit :

« L'étendue de la mer territoriale est de trois milles marins. (On estimait alors que cette limite était suffisante.)

Un usage international peut justifier la reconnaissance d'une étendue plus grande ou moins grande que trois milles. »

Pour que la prescription puisse avoir lieu, il est nécessaire que les droits réclamés comme acquis à ce titre soient bien établis, qu'ils aient été exercés sans interruption et ne soient pas contraires aux conditions indiquées au n° 2° ci-dessus.

Le droit international n'indique pas de délai fixe pour la prescription. Il peut en résulter qu'un usage relativement récent relatif à la mer territoriale soit considéré comme ayant plus de valeur qu'un usage ancien mais qui n'a pas été suffisamment prouvé.

10° Il faut considérer, aussi, spécialement un autre principe dont on parle fréquemment : le droit pour les États de faire tout ce qui n'est pas expressément défendu par le droit international. Ce principe, exact autrefois, sous le régime de la souveraineté absolue, ne l'est plus aujourd'hui : la souveraineté des États est désormais limitée non seulement par les droits des autres États mais aussi par divers éléments indiqués précédemment et qui font partie de ce qu'on appelle le droit international nouveau : la Charte des Nations Unies, les résolutions votées par l'Assemblée de l'O. N. U., les devoirs des États, l'intérêt général de la société internationale, enfin, l'interdiction de l'abus du droit.

11° Tout État qui allègue un principe du droit international doit prouver son existence ; et celui qui prétend qu'un principe de ce droit est abrogé ou est devenu caduc et qu'il faut le renouveler doit, également, en fournir la preuve.

12° L'accord des Parties sur l'existence d'un principe de droit ou sur ses applications, telle la manière de fixer les lignes de base de l'étendue de la mer territoriale, etc., n'a aucune influence sur l'appréciation que la Cour doit faire à cet égard.

13° Le droit international prime le droit national. Les actes commis par un État en violation de ce droit engagent sa responsabilité.

14° Un État n'est pas tenu de protester contre une violation du droit international, sauf s'il a eu ou aurait dû avoir connaissance de cette violation ; mais seul l'État directement intéressé peut saisir les organismes internationaux compétents. (Art. 39

“When, however, it has exercised special rights for a considerable time, account must be taken of this in the making of rules.”

The other learned work is the “Draft Rules for the Territorial Sea in Peacetime” adopted by the Institute of International Law at the 1928 Session in Stockholm. Article 2 of this draft provides :

“The breadth of the territorial sea is 3 sea miles. (It was then thought that this was sufficient.)

International usage may justify the recognition of a breadth greater or less than 3 miles.”

For prescription to have effect, it is necessary that the rights claimed to be based thereon should be well established, that they should have been uninterruptedly enjoyed and that they should comply with the conditions set out in 2 above.

International law does not lay down any specific duration of time necessary for prescription to have effect. A comparatively recent usage relating to the territorial sea may be of greater effect than an ancient usage insufficiently proved.

10. It is also necessary to pay special attention to another principle which has been much spoken of : the right of States to do everything which is not expressly forbidden by international law. This principle, formerly correct, in the days of absolute sovereignty, is no longer so at the present day : the sovereignty of States is henceforth limited not only by the rights of other States but also by other factors previously indicated, which make up what is called the new international law : the Charter of the United Nations, resolutions passed by the Assembly of the United Nations, the duties of States, the general interests of international society and lastly the prohibition of *abus de droit*.

11. Any State alleging a principle of international law must prove its existence ; and one claiming that a principle of international law has been abrogated or has become ineffective and requires to be renewed, must likewise provide proof of this claim.

12. Agreement between the Parties as to the existence of a principle of law, or as to its application, for instance, as to the way in which base-lines determining the extent of the territorial sea are to be selected, etc., cannot have any influence upon the decision of the Court on the question.

13. International law takes precedence over municipal law. Acts committed by a State which violate international law involve the responsibility of that State.

14. A State is not obliged to protest against a violation of international law, unless it is aware or ought to be aware of this violation ; but only the State directly concerned is entitled to refer the matter to the appropriate international body. (Article 39 of

de la « Déclaration des grands principes du Droit international moderne ».)

VII

D'après l'exposé fait dans les pages qui précèdent, j'arrive aux conclusions suivantes concernant les questions soumises à la Cour :

1° La Norvège a — comme tout État —, d'après les principes généraux du droit des gens existant actuellement, la faculté de fixer non seulement l'étendue de sa mer territoriale mais aussi la manière de compter cette étendue.

2° Le décret norvégien de 1935 qui a délimité cette étendue n'est pas contraire à des dispositions expresses du droit international. Il n'est pas contraire non plus aux principes généraux de ce droit car cette délimitation est raisonnable, ne viole pas les droits acquis d'autres États, ne nuit pas à l'intérêt général et ne constitue pas un abus du droit.

En édictant son décret de 1935, la Norvège a eu en vue seulement les besoins de la population des régions qu'elle y indique.

3° D'après ce qui précède, il est inutile d'examiner si la Norvège a acquis ou non par prescription le droit de fixer l'étendue de sa mer territoriale à plus de trois milles marins ainsi que la manière de fixer les lignes de base.

4° Si la Norvège a le droit de délimiter l'étendue de sa mer territoriale, comme il vient d'être dit, il est évident qu'elle peut interdire aux autres États de pêcher dans les limites de cette étendue sans qu'ils puissent invoquer une violation de leurs droits.

5° Les réponses aux allégations des Parties relatives à l'existence de certains préceptes du droit des gens qu'elles considèrent comme actuellement en vigueur se trouvent indiquées au cours des pages précédentes.

(Signé) A. ALVAREZ.

the "Declaration of the Great Principles of Modern International Law".)

VII

In accordance with the considerations set out above, I come to the following conclusions upon the questions submitted to the Court :

(1) Norway—like all other States—is entitled, in accordance with the general principles of the law of nations now in existence, to determine not only the breadth of her territorial sea, but also the manner in which it is to be reckoned.

(2) The Norwegian Decree of 1935, which delimited the Norwegian territorial sea, is not contrary to any express provisions of international law. Nor is it contrary to the general principles of international law, because the delimitation is reasonable, it does not infringe rights acquired by other States, it does no harm to general interests and does not constitute an *abus de droit*.

In enacting the Decree of 1935, Norway had in view simply the needs of the population of the areas in question.

(3) In view of the foregoing, it is unnecessary to consider whether or not Norway acquired by prescription a right to lay down a breadth of more than three sea miles for her territorial sea and the way in which its base-lines should be selected.

(4) If Norway is entitled to fix the extent of her territorial sea, as has been said, it is clear that she can prohibit other States from fishing within the limits of that sea without their being entitled to complain of a violation of their rights.

(5) The answer to the contentions of the Parties with regard to the existence of certain precepts of the law of nations which they consider to be in force at the present time has been given in the preceding pages.

(Signed) A. ALVAREZ.